

« LA FUITE EN AVANT FINANCIÈRE EST GROSSE D'UNE PROCHAINE CRISE »

Selon Jean-Marie Harribey, au-delà de la mise au pas de la finance, c'est toute « la logique de production qu'il faudrait subvertir ». Et de rappeler que, depuis 2008, le pouvoir des banques et des institutions financières s'est renforcé... La question n'est donc pas de savoir si une nouvelle crise mondiale aura lieu, mais quand.

En 2008, les gouvernements clamaient qu'ils allaient « moraliser » le capitalisme... Au-delà de cette formule absurde, pensez-vous que des progrès aient été réalisés pour réguler la finance ?

On ne peut guère parler de progrès car le pouvoir des banques et des institutions financières s'est renforcé. D'innombrables « innovations » financières ont vu le jour, la banque de l'ombre s'est développée, les produits dérivés pullulent et le modèle de la banque universelle n'a pas été remis en cause. Les réglementations de type Bâle III pour renforcer les fonds propres des banques sont très insuffisantes. Enfin, les banques centrales ont injecté d'immenses liquidités sans aucun contrôle public.

Les scandales des Panama Papers, le rôle des paradis fiscaux dans l'évasion fiscale ont éclaté entre-temps... Le regard des peuples a-t-il changé sur le capitalisme ?

Il est certain que ces scandales contribuent à ouvrir les yeux des populations. Mais, en restant sur une posture morale, on ne fait pas le lien entre la fraude et l'évasion fiscales, d'un côté, et la logique de profit du capitalisme, de l'autre.

Cette crise a-t-elle fragilisé le capitalisme ou en ressort-il renforcé ?

Il faut revenir à ses racines. À la suite de la baisse de la rentabilité du capital dans les pays capitalistes développés à la fin des années 1960, les classes dominantes ont ouvert une nouvelle phase de mondialisation par la liberté de circuler accordée aux capitaux, pendant qu'elles

mettaient en œuvre un renforcement de l'exploitation de la force de travail par la précarisation de la condition salariale, la déconnexion des salaires par rapport à la productivité du travail et en laissant filer le chômage. Les taux de profit se sont redressés mais sans que cela se traduise par une reprise franche de l'investissement et de l'accumulation, sauf dans les pays émergents. D'où la fuite en avant dans la financiarisation et dans la captation des rentes par les grandes firmes.

Mais le danger est là : tous les paris de la finance ne pouvant pas être validés par le système productif, seul à même de produire de la valeur réelle, la crise financière éclate en 2007 lorsque l'écart entre le fictif et le réel est trop grand. La leçon de Marx sur le capital fictif est d'une actualité brûlante.

En 2008, aucun économiste « en vue » ne prédisait la crise malgré celle des subprimes qui avait démarré un an plus tôt. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus nombreux à nous annoncer la prochaine déflagration... Les risques semblent s'être multipliés, du coup, peut-on vraiment prédire d'où viendra la prochaine crise ?

Les choses se complexifient parce que, sur les racines sociales de cette crise, se

greffe maintenant la crise écologique. Autrement dit, le capitalisme mondialisé est confronté à la conjonction inédite de deux contradictions : il y a une limite à l'exploitation de la force de travail et il y a une limite à l'exploitation de la nature – les deux sources de la richesse, comme disait Marx. Cela signifie que la crise du capitalisme exprime la difficulté de produire et de réaliser de la valeur quand la force de travail est trop exploitée pour acheter toutes les marchandises et quand l'épuisement de la nature se profile : une double impasse.

Dès lors, la fuite en avant financière est grosse d'une prochaine crise. Vendra-t-elle de la bulle obligataire qui a accompagné la diminution des taux d'intérêt jusqu'à presque zéro et qui menace d'éclater si les taux remontent ? Ou bien de l'emballement des cours de certaines matières premières ? On ne sait pas encore, mais elle marquera le nœud où s'entremêlent un ralentissement très net des gains de la productivité du travail dans le système productif, une dérégulation financière et des politiques économiques qui ne visent qu'à garantir la richesse et le pouvoir des classes dominantes.

Malgré tous les avertissements, y compris d'institutions néolibérales comme le FMI, sur le danger des politiques d'austérité, pourquoi, selon vous, continuent-elles à être appliquées avec autant de zèle ?

Il y a sans doute un mélange d'aveuglement et d'intérêt bien compris de la part des classes dominantes, tant politiques

« Les scandales contribuent à ouvrir les yeux des populations. Mais rester sur une posture morale empêche de faire le lien entre l'évasion fiscale et la logique de profit du capitalisme. »



JULIEN JAULIN / HANSLUCKAS

JEAN-MARIE HARRIBEY, économiste (université de Bordeaux), coprésident du Conseil scientifique d'Attac, membre des Économistes atterrés. Auteur de « la Richesse, la valeur et l'inestimable, fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste », LLL, 2013.

qu'économiques. Aveuglement parce qu'elles scient la branche sur laquelle elles sont assises : avec l'austérité salariale, le chômage et l'amoindrissement des droits sociaux, elles renforcent la tendance à la surproduction générale du système. Intérêt bien compris, en tout cas à court terme, parce que les grandes firmes, en position de quasi-monopoles, ont la possibilité de fixer des prix qui leur assurent des rentes croissantes, et cela d'autant plus qu'elles optimisent leur « chaîne de valeur » en favorisant la production à un moindre coût salarial grâce à la liberté de circuler des capitaux.

Pour l'instant, c'est l'intérêt bien compris qui continue à l'emporter sur l'aveu-

glement. Mais pour combien de temps ? Même les économistes libéraux s'inquiètent désormais du risque de « stagnation séculaire » du capitalisme. En effet, malgré l'informatisation générale, la robotisation, l'intelligence artificielle, etc., la productivité du travail n'a jamais augmenté aussi faiblement dans le monde entier. Et pourquoi ? Parce que, dans le capitalisme, la productivité du travail ne compte qu'en valeur monétaire. Or celle-ci bute sur la double impasse décrite ci-dessus.

Comment, aujourd'hui, reprendre le pouvoir sur la finance ? Se poser la question revient-il à réfléchir à la sortie du capitalisme ?

Le moment est venu de repenser cette

sortie. Bien sûr, mettre au pas la finance par la socialisation du secteur bancaire et par la mise des banques centrales au service de la société, qui contrôlerait la politique monétaire. Mais, au-delà, il s'agit de subvertir la logique de la production : une production de qualité et durable, une véritable transition écologique pour sortir du productivisme, une réduction du temps de travail pour endiguer le chômage, un espace élargi pour les services non marchands répondant aux besoins sociaux, une réforme fiscale de grande ampleur... ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
DIEGO CHAUVET ET CYPRIEN BOGANDA

dchauvet@humadimanche.fr ;
cboganda@humadimanche.fr